



1000 bonnes raisons

de participer à la manifestation du non marchand
ce 24 novembre à Bruxelles

Jamais les secteurs du non marchand et particulièrement ceux des soins de santé n'ont été aussi malmenés...

- ↳ Absence d'avancées sociales significatives depuis de nombreuses années
- ↳ Attaques tous azimuts sur toutes les conquêtes sociales
- ↳ Attaques directes sur la sécurité sociale, indissociable des secteurs soins de santé

La sécurité sociale malmenée :

les patients et les travailleurs du secteur trinquent

Alors que les besoins sont de plus en plus criants, les moyens de la sécurité sociale en soins de santé sont réduits de manière importante. Le taux de croissance est passé de 4,5% à 1,5%. Le total des économies en 2017 atteindra les 900 millions € et réduira donc encore ce taux à 0,5%! **Institutions, patients, travailleurs : tous seront touchés.** A cela s'ajoute des économies sur d'autres pans de la sécurité sociale pour près de 538 millions € qui toucheront particulièrement les **pensions et les jeunes en incapacité de travail/maladie, les allocataires sociaux.** Sans parler de l'impact de la 6^e réforme de l'Etat et du transfert de secteurs aussi importants que ceux des maisons de repos et des allocations familiales qui **déplace la charge de l'Etat fédéral vers les Régions avec des moyens réduits.**

Fin de carrière, flexibilité, pénibilité :

Des conditions d'emploi de plus en plus difficiles

L'accès aux **mesures de fin de carrière** est non seulement **retardé** mais est aussi **découragé.** Plusieurs tentatives ont tenté de modifier le dispositif 45/50/55 ans pratiqué dans les secteurs soins de santé. L'augmentation des cotisations sociales sur les RCC est envisagée.

Une loi autorisant une très grande **flexibilité du temps de travail** est en voie de finalisation. Annualisation des horaires, autorisation de dépassement des limites journalières et hebdomadaires (sans sursalaires) sont au programme. On ajoute ainsi de la **pénibilité** dans les soins de santé à des métiers qui le sont déjà suffisamment. Le personnel, notamment dans les maisons de repos, en sait quelque-chose !

Le pouvoir d'achat se détériore à grande vitesse, sauf pour quelques-uns

Après le **saut d'index**, le gouvernement fédéral impose quasiment un **blocage complet des salaires** au nom de la compétitivité rendant presque impossible toute négociation salariale sectorielle. Les salaires dans le non marchand sont très bas. La pauvreté s'installe même chez ceux/celles qui ont un travail. Mais en contrepartie, aucune mesure fiscale « solidaire » n'est prise pour les très hauts revenus.





1000 bonnes raisons

d'aller de l'avant et de participer à la manifestation nationale
ce 24 novembre, 10h30 à Bruxelles, gare du Nord.

Garantir un pouvoir d'achat pour vivre dignement

Voilà de nombreuses années que les salaires n'ont plus été revalorisés dans le secteur des soins de santé. Modernisation des classifications de fonctions et valorisation des barèmes sont une nécessité. Le 13^e mois reste un objectif non atteint. Bas salaires, temps partiels non volontaires au regard d'un coût de la vie qui ne cesse de croître justifient pleinement la légitimité de ces revendications.



De l'emploi pour tous et pour un travail de qualité

Pour faire face à la pénibilité du travail, plus de bras ne serait pas un luxe. Créer de l'emploi s'est aussi partager le travail et offrir une garantie de revenus. Et si on essayait enfin la réduction du temps de travail avec embauche compensatoire sans perte de rémunération ?!

Des conditions de travail de qualité

Non à la flexibilité à outrance, oui à un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée. 3 semaines de vacances consécutives ne seraient pas un luxe. Avec des carrières qui s'allongent renforcer les mesures de fins carrière s'impose.



Des métiers de qualité

Les réformes en tout genre de la Ministre de la santé mettent très clairement la pression sur les fonctions infirmières et soignantes. Il ne peut pas y avoir une élite et des petites mains mais bien un ensemble de métiers complémentaires reconnus et valorisés.

Une sécurité sociale fédérale forte et solidaire

Le maintien d'un financement adéquat d'une sécurité sociale fédérale (notamment des soins de santé) reste un enjeu fondamental. Ces moyens suffisants doivent permettre de répondre aux besoins de la population et l'accessibilité aux soins. Ces moyens sont bien entendu aussi indispensables pour financer les institutions et le personnel. Les travailleurs ne sont pas des petits robots.

